

TRAVAIL ET DROIT



Supplément au
Mouvement Syndical Belge
du 20 octobre 1938.

Le travail à domicile Une législation mal appliquée

ON sait que la législation protectrice du travail ne s'applique jamais aussi aisément aux ouvriers à domicile qu'à ceux qui sont occupés en atelier. Nous n'avons pas l'intention de relever les raisons de cet état de choses. Il y a des difficultés techniques d'application, certes; il y a aussi, trop souvent, l'indifférence ou l'ignorance des intéressés.

Mais lorsqu'il existe une législation protégeant les travailleurs à domicile, le moins que l'on puisse exiger, c'est de la voir appliquer conformément aux textes votés par le législateur.

Ce n'est pas toujours le cas et nous voulons attirer ici l'attention sur une disposition de la loi du 10 février 1934 portant réglementation du travail à domicile au point de vue des salaires et de l'hygiène, qui semble avoir été négligée par l'administration.

La loi du 10 février 1934 enjoint aux chefs d'entreprise de veiller « à ce que tout ouvrier à domicile occupé par eux soit porteur d'un carnet de salaire qu'ils lui remettent gratuitement. Un A. R. détermine le modèle d'après lequel les carnets de salaire seront confectionnés et les instructions à observer par les employeurs ». (Art. 29, 1^{er} alinéa.)

C'est l'A. R. du 15 juillet 1935 qui a déterminé le modèle et les instructions à observer par les employeurs des travailleurs à domicile, à l'exception de ceux de l'industrie diamantaire et armurière, industries pour lesquelles est prévu un régime spécial.

L'obligation de délivrer un carnet de salaire est évidemment sanctionnée.

L'article 30 de la loi porte, en effet, que :

Sans préjudice des devoirs qui incombent aux officiers de police judiciaire, des fonctionnaires désignés par le Gouvernement surveillent l'observation des minima de rémunération, fixés par voie d'accord collectif régulièrement entériné ou sanctionné par arrêté royal.

Ils ont la libre entrée des locaux où les ouvriers à domicile remettent l'ouvrage exécuté et reçoivent leur rémunération.

Les chefs d'entreprise, patrons, directeurs, gérants, préposés et travailleurs sont tenus de leur fournir les renseignements dont ils ont besoin pour s'acquitter de leur mission.

Communication leur sera donnée, à leur demande, des carnets de salaire, du registre, dont la tenue est prescrite par l'article 29, ainsi que de tout livre ou document dont la consultation serait utile au point de vue du contrôle prévu à l'alinéa précédent.

En cas d'infraction aux dispositions des alinéas 2 et 4 du présent article, à celles des deux derniers alinéas de l'article 28 (Obligation d'afficher le texte de l'accord collectif entériné ou de l'arrêté de sanction), des alinéas 1^{er} et 5 de l'article 29 (Délivrance du carnet de salaire et tenue du registre), des alinéas 1^{er} et 3 de l'article 31 (Communication au fonctionnaire du carnet), ainsi qu'aux arrêtés royaux prévus par l'article 23, alinéa 1^{er} (Minima de rémunération notifiés aux parties en cause), par l'article 29, alinéas 2 et 6 (Arrêté royal qui détermine le modèle du carnet et les instructions à observer), par l'article 31, alinéa 2, les fonctionnaires chargés du contrôle dressent des procès-verbaux, qui font foi jusqu'à preuve du contraire. Une copie du procès-verbal sera, dans les quarante-huit heures, remise au contrevenant, à peine de nullité.

Et l'article 34 édicte les peines encourues par les employeurs :

Sans préjudice de l'application éventuelle des articles 269 à 274 du Code pénal, seront punis d'une amende de 26 à 200 francs, les chefs d'entreprise, travailleurs ou autres personnes mentionnées à l'article 16, alinéas 3 à 5, et à l'article 17, alinéa 1^{er}, qui refuseront de fournir au Comité national ou aux membres enquêteurs les renseignements dont ils ont besoin pour remplir leur mission.

La même peine sera encourue :

1° par les chefs d'entreprise qui ne se seront pas conformés aux prescriptions des deux derniers alinéas de l'article 29 ; à celles de l'article 29, alinéas 1^{er} et 5, ou aux dispositions établies par le Roi en vertu de l'article 29, alinéas 2 et 6, ou de l'article 31, alinéa 2 ;

2° par les chefs d'entreprise, patrons, directeurs, gérants, préposés ou travailleurs qui ne se seront pas prêtés à la surveillance organisée par l'article 30, alinéas 2 et 4, et par les alinéas 1^{er} et 3 de l'article 31.

Un A. R. du 24 août 1935 a chargé les contrôleurs et inspecteurs du travail de surveiller l'observation des minima de rémunération fixés par voie d'accord collectif régulièrement entériné ou sanctionné par arrêté royal.

C'est ici que la loi est mal appliquée. Il est, en effet, apparu, par la réglementation de l'assurance-chômage facultative, que de nombreux chômeurs, travailleurs à domicile, n'étaient pas en possession de leur carnet de salaire.

Si c'est là une faute du travailleur, qui doit prendre l'engagement « de ne pas accepter d'ouvrage de la part d'un employeur sans être pourvu du carnet de salaire requis » (A. R. du 15 juillet 1935), c'en est également une de l'employeur tenu, en vertu des textes ci-dessus, de lui délivrer gratuitement le carnet.

Mais tandis que l'ouvrier à domicile paye sa faute par la très grave sanction de l'exclusion temporaire ou définitive d'une caisse de chômage, l'employeur échappe pratiquement, dans la plupart des cas, à toute sanction. En effet, le contrôle effectué par les fonctionnaires désignés ne devraient porter, suivant l'interprétation actuellement admise, que sur la surveillance de l'observation des minima de rémunération fixés par voie d'accord collectif régulièrement entériné ou sanctionné par A. R. et nullement sur l'observation, par les employeurs, des autres prescriptions de la loi.

Or, il n'a guère été conclu d'accord collectif que dans quelques industries, et en conséquence la loi ne devrait être observée que par quelques employeurs...

Nous estimons cette interprétation contraire à la loi.

S'il est vrai que l'alinéa premier de l'article 30 prévoit la désignation de fonctionnaires pour surveiller l'observation des minima de rémunération fixés par voie d'accord collectif, la tâche de ces fonctionnaires n'est pas limitée à cela. L'alinéa 5 du même article énumère, en effet, les cas où ceux-ci sont chargés de dresser des procès-verbaux, en cas d'infraction aux diverses dispositions de la loi.

Plus spécialement en ce qui concerne les carnets de salaire, l'alinéa 4 prévoit l'infraction dans deux cas : 1° dans l'hypothèse où le fonctionnaire chargé de surveiller l'exécution d'un accord collectif se verrait refuser la communication des carnets de salaire, du registre et de tout livre ou document dont la consultation serait utile au point de vue du contrôle ; c'est à cela que répond le premier membre de phrase du 5° alinéa : « En cas d'infraction aux dispositions de l'alinéa 2 à 4 du présent article », et 2° dans l'hypothèse générale de la non-délivrance du carnet de salaire par l'employeur à domicile ; c'est cela que vise la suite de l'alinéa (exactement la troisième phrase), « des alinéas 1^{er} et 5 de l'article 29 ».

Il est évident que si le législateur avait entendu limiter le contrôle aux chefs d'entreprise liés par un accord collectif, il n'aurait pas visé explicitement deux fois, l'infraction résultant de la non-délivrance du carnet de salaire.

Le texte est donc clair. La loi prévoit des pénalités à charge des employeurs qui n'observent pas les prescriptions qui leur sont demandées. Il faut que ces pénalités soient appliquées lorsqu'il vient à la connaissance des services d'inspection du travail que les employeurs ne délivrent pas les carnets de salaire à leurs ouvriers à domicile, non pas dans un esprit de vengeance quelconque, mais pour éviter des conséquences dommageables pour les travailleurs. La situation actuelle est tout à fait injuste. On se doute, en effet, que parmi les travailleurs à domicile non-porteurs de carnet de salaire, il en est certainement qui n'ont pas osé le réclamer par crainte de trahir ainsi leur affiliation à une caisse de chômage syndicale. Ces ouvriers sont par après durement punis, puisque privés du bénéfice des indemnités et allocations de chômage, et leurs patrons échappent actuellement à toute sanction, par suite d'une interprétation erronée des textes de la loi de 1934.

Nous devons obtenir une meilleure, en même temps que plus exacte, application de cette législation.

GEORGES.

Législation sociale

Liste clôturée au numéro du « Moniteur belge » du 15 octobre 1938.

Réglementation du travail.

DURÉE DU TRAVAIL

Fabriques où le brai est mis en œuvre pour l'agglomération de la houille et dans les dépôts de brai y annexés. — Application de l'art. 11 de la loi du 14-VI-1921. — A. R. du 30-VII-38 (M. B. du 6-VIII-38).

Entreprises de l'industrie du bâtiment situées à l'intérieur de la seconde enceinte de la place d'Anvers. — Loi du 14-VI-1921. — Semaine anglaise. — A. R. du 25-VII-38 (M. B. du 21-VIII-38).

Industrie côtière du poisson. — Matières susceptibles d'altération très rapide. Régime du travail. — Application de l'art. 6 de la loi du 14-VI-21. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 25-VIII-38).

Réparation de navires au port d'Anvers. — Application de l'art. 5 de la loi du 14-VI-21. — Industries où les limites normales sont reconnues inapplicables. — A. R. du 25-VIII-38 (M. B. du 31-VIII-38).

TRAVAILLEURS FRONTALIERS

Arrangement belgo-luxembourgeois concernant le statut des travailleurs frontaliers. — 22-VII-38 (M. B. du 7-IX-38).

CONGÉS ANNUELS PAYÉS

Loi portant révision de la loi du 8-VII-36, concernant les congés annuels payés. — 20-VIII-38 (M. B. du 21-VIII-38).

Industries des carrières de petit granit de la région de Soignies, de la région d'Ecaussinnes, Marche, Feluy et Arquennes et dans les carrières et les scieries de marbre. — Modalités d'application de la loi du 8 juillet 1936, pour l'année 1938. — A. R. du 30-VII-38 (M. B. du 6-VIII-38).

Industrie du bâtiment, des travaux publics et des travaux privés du génie civil. — Modalités d'application de la loi du 8 juillet 1936, pour l'année 1938. — A. R. du 8-VIII-38 (M. B. du 13-VIII-38).

Exploitations de terre plastique des provinces de Liège et de Namur et des régions limitrophes. — Modalités d'application de la loi du 8 juillet 1936, pour 1938. — A. R. du 30-VII-38 (M. B. du 14-VIII-38).

Industrie sidérurgique. — Modalités d'application de la loi du 8 juillet 1936. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie du papier et du carton. — Modalités d'application de la loi du 8 juillet 1936, pour l'année 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie du papier couché et des cartes à jouer. — Modalités d'application pour l'année 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie de la fabrication des tubes en papier. — Modalités d'application pour l'année 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie de la scierie de bois. — Modalités d'appli-

tion pour l'année 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Négoce des bois. — Modalités d'application pour l'année 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie de la caisserie et de la tonnellerie. — Modalités d'application pour l'année 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie de la chaussure. — A. R. du 18-VIII-38, complétant l'A. R. du 17-VI-37, déterminant les modalités d'application de la loi du 8-VII-36 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie du liège. — Modalités d'application pour 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-1938).

Industrie des eaux de boisson. — Modalités d'application pour 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie du pain. — Modalités d'application pour 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-1938).

Industrie de la briqueterie de la Campine. — Modalités d'application pour 1938. — A. R. du 18-VIII-1938 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie du ciment Portland artificiel. — Modalités d'application pour 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie de la vannerie. — Modalités prévues pour 1937, prorogées pour 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie de la glacerie. — Modalités d'application pour 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie de la gobeletterie. — Modalités d'application pour 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie de la miroiterie. — Modalités d'application pour 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie chimique des produits explosifs. — Modalités d'application pour 1938. — A. R. du 18-VIII-1938 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie chimique des acides minéraux et dérivés et des superphosphates. — Modalités d'application pour 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie du vêtement pour hommes, située en Flandre occidentale. — Modalités d'application pour 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-1938).

Industrie du vêtement pour hommes (Entreprises du Brabant). — Modalités d'application pour 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Industrie du vêtement pour hommes (Entreprises de la province d'Anvers). — Modalités d'application pour 1938. — A. R. du 18-VIII-38 (M. B. du 20-VIII-38).

Personnel de la Société nationale des Chemins de Fer belges. — A. R. du 18-VIII-38, modifiant et complétant les A. R. des 27-I-37 et 1^{er}-I-37 (M. B. du 20-VIII-38).

Assurances sociales

MALADIES PROFESSIONNELLES

Fabriques de plomb et de zinc. — Taux de la cotisation à payer, pour l'exercice 1938, par les chefs d'entreprise. — A. R. du 25-VII-38 (M. B. du 10-VIII-38).

CHOMAGE ET PLACEMENT

Placement. — Modifications à l'A. R. du 25-V-1936, organisant le placement public et gratuit des travailleurs.

Chômage. — A. R. modifiant celui du 31-V-33. — A. R. du 25-VIII-38 (M. B. du 14-IX-38).

Chômage. — A. R. réglant le paiement des indemnités et allocations de chômage aux chômeurs rappelés sous les drapeaux par suite de la mise de l'armée sur le pied de paix renforcé. — A. R. du 1^{er}-X-38 (M. B. du 8-X-38).

ASSURANCE-VIEILLESSE

Loi du 15-XII-37. — *Fonds des veuves et des orphelins.* — Règlement organique. Procédure d'introduction et d'instruction des demandes en majoration de rente de veuve et allocations d'orphelins. — A. R. du 25-VIII-38 (M. B. du 11-IX-38).

— Nomination des membres du Conseil d'Administration et du gérant. — A. R. du 26-VIII-38 (M. B. du 11-IX-38).

Pensions de retraite des ouvriers mineurs. — A. R. du 10-IX-38, pris en exécution de la loi du 18-VII-1938, modifiant et complétant certaines dispositions des lois coordonnées par A. R. du 25-VIII-37.

ALLOCATIONS FAMILIALES

Approbation des modifications apportées aux statuts de caisses de compensation. — A. R. du 24-VI-38 (M. B. du 5-VIII-38).

Travailleurs diamantaires occupés à domicile. — Fixation du taux de la cotisation de répartition due. — A. R. du 27-VI-38 (M. B. du 5-VIII-38).

Caisses spéciales de compensation des administrations communales, établissements publics qui en dépendent et associations de communes. — Paiement des allocations familiales par l'entremise de ces administrations publiques. — A. M. du 30-VI-1938 (M. B. du 5-VIII-38).

Allocations familiales en faveur des travailleurs indépendants. — Agréation provisoire de caisses mutuelles d'allocations familiales. — A. R. du 14-IX-1938 (M. B. du 29-IX-38).

MUTUALITÉS

Commission permanente des sociétés mutualistes. — Nominations. — A. R. du 15-VII-38 (M. B. du 13-VIII-38).

Sociétés mutualistes. — Reconnaissance légale. — A. R. du 15-VII-38 (M. B. du 13-VIII-38).

Sociétés mutualistes. — Homologation des nouvelles dispositions statutaires de 135 sociétés mutualistes. — A. R. du 25-VII-38 (M. B. du 25-VIII-38).

Fédérations et sociétés mutualistes reconnues. — Fusion. — A. R. du 25-VIII-38 (M. B. du 18-IX-38).

Fédérations et sociétés mutualistes. — Homologation des nouvelles dispositions statutaires de 124 fédérations et sociétés mutualistes. — A. R. du 20-IX-1938 (M. B. du 7-X-38).

Commissions paritaires

COMITÉS NATIONAUX

Industrie du cartonnage. — Institution d'un Comité national. — Nomination des membres.

Industrie de la fabrication des sachets en papier. — C. N. Composition. Modifications. — A. M. du 20-VII-38 (M. B. du 13-VIII-38).

Industrie de la gravure sur bois. — C. N. Composition. Modifications. — A. M. du 19-VII-38 (M. B. du 13-VIII-38).

Industrie de la céramique (briqueteries mécaniques ou à la main exceptées). — C. N. Composition. Modifications. — A. M. du 22-VII-38 (M. B. du 13-VIII-38).

Employés de banque. — C. N. Composition. Modifications. — A. R. du 30-VII-38 (M. B. du 25-VIII-1938).

Industrie de la carrosserie. — Institution d'un C. N. chargé de délibérer sur les bases du salaire et les conditions de travail dans l'industrie et la carrosserie. — A. M. du 10-VIII-38 (M. B. du 25-VIII-1938).

Industrie chimique. — C. N. Nominations. — A. M. du 12-VIII-38 (M. B. du 25-VIII-38).

Industrie de la chocolaterie et de la confiserie. — C. N. Composition. Modifications. — A. M. du 5-IX-38 (M. B. du 16-IX-38).

Industrie photographique. — C. N. Composition. Modifications. — A. M. du 17-IX-38 (M. B. du 2-X-1938).

Industrie de la chaussure. — C. N. Composition. Modifications. — A. M. du 25-IX-38 (M. B. du 2-X-1938).

COMITÉS REGIONAUX

Port d'Ostende. — C. R. Composition. Modifications. — A. M. du 20-VII-38 (M. B. du 13-VIII-38).

Exploitations de dolomie de la région de Merlemont. — Institution d'une C. R. — A. M. du 29-VII-38 (M. B. du 14-VIII-38).

Exploitations de dolomie du bassin de la Meuse. — Institution d'une C. R. — A. M. du 29-VII-38 (M. B. du 18-VIII-38).

Port de Gand. — Adjonction d'une nouvelle section des « rivierwerkers ». — A. M. du 8-IX-38 (M. B. du 18-IX-38).

Industrie briquetière du pays de Waes. — Institution d'une C. R. Nomination des membres. — A. M. du 19-IX-38 (M. B. du 29-IX-38).

Industrie du bâtiment et des travaux publics (Flandre occidentale). — C. R. Composition. Modifications. — A. M. du 22-IX-38 (M. B. du 2-X-38).

Port d'Ostende. — C. R. Composition. Modifications. — A. M. du 16-IX-38 (M. B. du 1^{er}-X-38).

Tribuna

Accident
blessé.
stanoc.
dent et
Validité

La relat
est morte
entre le
eu une p
experts
miction in
l'accident
voient pa
La pru
par l'imp
en médecine
maladie d

Vu le
1935, dés
sur l'app
sion arbit
Charbonn
Basse-Sar
Attendu
résulte d
l'accident
Constant,
Attendu
des exper

Attendu
entre l'a
Lenglet,
cialiste, l
de cette r
rition des
trop long
Attendu

notamment
glet deux
gine méd
plication
sonnemen
tée par e

Attendu
docteur M
« En co
qui s'est
mort peu
tardive d

Jurisprudence

ACCIDENTS DU TRAVAIL

Tribunal de Première Instance de Charleroi Appel

29 avril 1937.

Lenglet c. Grand-Mambourg.

Accident du travail. — Révision demandée par le blessé. — Décès du demandeur en cours d'instance. — Relation de cause à effet entre l'accident et le décès par suite de myélite diffuse. — Validité de l'expertise.

La relation entre l'accident et la myélite diffuse dont est morte la victime ne saurait être écartée parce que, entre le trauma et l'apparition des troubles, il y a eu une période intercalaire trop longue, quand les experts estiment au contraire que notamment la miction impérieuse apparue deux ans seulement après l'accident, était d'origine médullaire et qu'ils n'y voient pas d'autre explication satisfaisante.

La prudence de rédaction des experts se justifie par l'impossibilité générale des affirmations absolues en médecine, particulièrement lorsqu'il s'agit d'une maladie dont l'étiologie est encore inconnue.

Vu le jugement de ce siège en date du 14 mars 1935, désignant des experts avant de statuer au fond sur l'appel dirigé contre la sentence de la Commission arbitrale des Accidents du Travail de l'Industrie Charbonnière des Bassins de Charleroi et de la Basse-Sambre, du 15 avril 1932;

Attendu que, en vain, l'appelante soutient qu'il résulte de ce rapport que le lien de causalité entre l'accident litigieux et la mort de la victime, Lenglet, Constant, est incertain et douteux;

Attendu que cette interprétation des conclusions des experts n'est pas légitime;

Attendu, en effet, que pour contester la relation entre l'accident et la myélite diffuse dont est mort Lenglet, l'appelante faisait état de l'opinion d'un spécialiste, le docteur Marchal, lequel écarte l'hypothèse de cette relation parce que, entre le trauma et l'apparition des troubles, il y a eu une période intercalaire trop longue;

Attendu que les experts estiment au contraire que notamment la miction impérieuse apparue chez Lenglet deux ans seulement après l'accident était d'origine médullaire, et qu'ils n'y voient pas d'autre explication satisfaisante; que la base même du raisonnement du docteur Marchal se trouve ainsi écartée par eux;

Attendu qu'après avoir discuté en détail la thèse du docteur Marchal, ils concluent finalement comme suit: « En conséquence, nous estimons que l'aggravation qui s'est produite en 1930-1931 et qui entraîna la mort peut être considérée comme une conséquence tardive de l'accident de 1926 »;

Attendu que ces conclusions sont claires et affirmatives, qu'à tort l'appelante prétend leur donner un sens dubitatif, que la prudence de leur rédaction se justifie par l'impossibilité générale des affirmations absolues en médecine, particulièrement lorsqu'il s'agit d'une maladie dont l'étiologie, disent les experts, est encore inconnue; qu'en telle matière, une conviction raisonnée s'appuyant sur des éléments sérieux et concordants autorise les experts comme les juges à trancher une question litigieuse;

Attendu que dans leur rapport du 1^{er} mai 1936, les experts font remonter l'incapacité de 100 p. c. dont a été atteinte la victime à la suite de l'aggravation au mois de mars 1931;

Attendu que cette conclusion du rapport n'est pas contestée par les parties, mais que l'intimée demande sur ce point la réformation du jugement *a quo*;

Que la recevabilité de cette demande n'est pas contestée et qu'il y a donc lieu d'y faire droit.

Par ces motifs,

Le tribunal confirme.

— x —

Justice de Paix du 4^e Canton d'Anvers

6 avril 1938.

De Wael c/ « Norwich Union ».

Accident du travail. — Commencement et suspension de la prescription.

La prescription ne peut prendre cours aussi longtemps que le droit à indemnité n'a pas été formellement contesté. Le fait seul de fournir des soins médicaux empêche la prescription de prendre cours ou en suspend le terme.

JUGEMENT

I. (Sans intérêt.)

II. Attendu que les parties sont assez bien d'accord concernant toutes ces circonstances, les constatations et les conclusions de l'expert. Mais que la défenderesse croit toutefois pouvoir refuser les indemnités réclamées à présent « parce que l'action est prescrite »;

Que, en effet, dans son susdit rapport, l'expert affirme que « le second accident — du 15 janvier 1937 — n'est pas la cause des blessures existant actuellement; que celles-ci doivent, à notre avis, être renvoyées intégralement au premier accident — du 27 juillet 1933 — »;

Attendu que la défenderesse fait remarquer que les indemnités dues au demandeur du chef d'incapacité temporaire à la suite du premier accident lui ont été accordées jusqu'au 1^{er} octobre 1933 et ont été décomptées le 4 novembre suivant;

Que de ce décompte, il s'ensuivait naturellement que le demandeur ne pouvait faire valoir tout autre

droit à une indemnité et que la défenderesse était déchargée de toute obligation de payer une indemnité ultérieure du chef de ce premier accident du 27 juillet 1933;

Que depuis la date de ce décompte, qui semble avoir été fait sans observations de la part du demandeur, plus de trois ans se sont écoulés avant que celui-ci ait réclamé, par son assignation du 1^{er} décembre 1937, de nouvelles indemnités et ait, à cette fin, introduit cette action;

Que, si l'argumentation de la défenderesse est absolument exacte, il y a incontestablement prescription;

Mais que les circonstances de fait existant en la matière indiquent qu'en refusant, à partir d'octobre 1934, toute indemnisation, elle n'a pas cru que les conséquences préjudiciables de l'accident étaient ainsi définitivement écartées pour elle;

Attendu que les obligations légales auxquelles la défenderesse est tenue, comme assureur du chef d'entreprise dans le service duquel l'accident était survenu le 27 juillet 1933, ne consistent pas uniquement dans le paiement d'une indemnité afin de compenser la perte de salaire subie, mais encore dans l'octroi des soins médicaux nécessaires jusqu'à l'expiration du délai pendant lequel la révision pouvait être demandée (art. 3);

Et que la défenderesse a continué ces soins médicaux jusqu'en mars 1936 par l'intervention de ses propres médecins;

Que, à moins que l'on veuille admettre que la défenderesse ait agi de la sorte non pas par obligation légale, mais par pure philanthropie, — et il n'existe aucune raison pour supposer ceci, car la défenderesse ne le prétend même pas, — on doit bien conclure de cette action que la défenderesse, en raison des dispositions légales relatives à la réparation des dommages résultant d'accidents du travail, et bien qu'elle n'ait plus payé des indemnités financières à partir du 1^{er} octobre 1933, s'est estimée encore tenue à continuer les soins médicaux jusqu'en mars 1936 et a, ainsi, posé un acte qui ne pouvait signifier pour le demandeur qu'on lui contestait tout droit ultérieur à une indemnité, mais qui devait lui faire supposer que non seulement ce droit n'était pas contesté, mais, au contraire, reconnu;

Que cette manière d'agir de la défenderesse a suspendu la prescription, car il est absolument certain que cette dernière ne pouvait prendre cours qu'à partir du moment où l'indemnité légale a été refusée expressément;

III. Attendu qu'il ressort du rapport précité de l'expert Hendrickx que la consolidation de la blessure du demandeur n'est toujours pas entrée dans un stade définitif, de sorte que l'incapacité de travail qui en résulte pour lui est temporaire; que celle-ci est en outre complète;

IV. Attendu que les indemnités pour incapacité temporaire doivent être calculées sur la base du salaire effectivement gagné et ne peuvent être complétées en raison d'un chômage intervenu (art. 6., al. 9);

Les parties sont d'accord pour fixer ce salaire effectivement gagné par le demandeur à la somme de 13,652 fr. 10;

Par ces motifs, Nous, Juge de Paix du 4^e canton de la ville d'Anvers, déclarons le demandeur rece-

vable et fondé en son action; disons que le demandeur a droit aux indemnités prévues par la loi relative à la réparation des accidents du travail et condamnons la défenderesse à payer ces indemnités au demandeur...

— x —

Tribunal de Première Instance de Liège (Neuvième chambre)

17 mai 1938

Muzik c/ X...

Accident du travail. — Diminution d'incapacité. — Comparaison des salaires. — Élément insuffisant.

La diminution du salaire ne saurait déterminer le taux de diminution de capacité professionnelle; elle peut, en effet, résulter d'autres causes extrinsèques au litige et seule, l'expertise médicale sous le contrôle du juge peut fournir une base équitable et pratique à la fixation de l'indemnité légale.

Vu le jugement *a quo* rendu le 17 juin 1937 par M. le juge de Paix du canton de Holognes-aux-Pierres.

Attendu que pour demander la réformation de la décision entreprise, l'appelant se base sur la différence existant entre le salaire touché par lui avant l'accident et celui qu'il perçoit actuellement et déduit de leur comparaison qu'il subit une invalidité de travail de 30 p. c. et non de 10 p. c., ainsi qu'il a été statué.

Attendu que la diminution du salaire de l'appelant ne saurait servir de critère unique pour déterminer le taux de sa diminution de capacité professionnelle; qu'elle peut, en effet, résulter d'autres causes extrinsèques au litige et que seule l'expertise médicale sous le contrôle du juge peut fournir une base équitable et pratique à la fixation de l'indemnité légale;

Attendu qu'en l'espèce, aucune erreur ni lacune n'est relevée dans le rapport du docteur Christophe qui paraît avoir rempli consciencieusement sa mission en tenant compte de tous les éléments du cas qui lui était soumis.

Par ces motifs,

Le tribunal, statuant contradictoirement, écartant toutes conclusions autres plus amples ou contraires, dit l'appel recevable, mais non fondé; confirme le jugement *a quo*.

— x —

CONTRATS DE TRAVAIL

Conseil de Prud'hommes de Comblain-au-Pont (Chambre pour Ouvriers)

7 décembre 1935.

C. N. épouse de F. c. J. G.

Durée du travail. — Femme de cuisine dans un hôtel saisonnier. — Heures légales.

En vertu de la législation sur la matière (A.R. du 16 avril 1925 et 26 juillet 1929) les heures supplémentaires doivent être payées à la fille de douche, dans un hôtel, dont le cas n'est pas visé par les susdits arrêtés royaux.

Attendu que l'action de la demanderesse tend à entendre dire que le défendeur G... sera tenu de lui payer : 1° la somme de 936 francs, salaire mérité à son service à raison de prestations d'heures de travail supplémentaires et lui dû à ce jour; 2° la somme de 13 fr. 85 pour frais de voyage;

Attendu qu'il n'existe qu'un contrat verbal que viennent compléter et éclairer les déclarations verbales des parties présentement en cause;

Attendu qu'il est constant : 1° que la demanderesse a été au service du défendeur pendant la période qui va du 17 juillet au 27 août, en qualité de femme de cuisine dite de « douche » avec une interruption du 14 au 17 août, pour raisons de santé; 2° qu'elle a donc presté un travail effectif pendant 37 jours; 3° que le gage accepté et garanti était de 500 francs par mois;

Attendu que la demanderesse prétend avoir travaillé de 18 à 19 heures par jour, c'est-à-dire de 6 heures du matin à 23 heures ou minuit; que le défendeur reconnaît qu'il est exact que le travail commençait effectivement à 6 heures et se prolongeait jusqu'à la fin des repas du soir, c'est-à-dire habituellement jusqu'à 22 heures et quelquefois plus tard, suivant le cas; mais qu'il prétend que le paiement d'un gage relativement élevé, 500 francs minimum garanti, plus les pourboires, devaient indemniser la demanderesse de toutes les heures supplémentaires de travail prestées;

Attendu que la question qui se pose et qu'il y a lieu de résoudre en l'espèce, est celle d'établir la durée légale de la journée d'une salariée occupée comme femme de cuisine, dans un hôtel saisonnier, ainsi que le sursalaire dû à raison d'heures supplémentaires;

Attendu que légalement, la journée de travail dans l'industrie hôtelière est de 8 heures; que c'est en tenant compte des stipulations de la loi du 14 juin 1921, que les engagements doivent être contractés; que toute la législation sur le travail et le louage de service est fidèle à ce principe;

Attendu que s'il y a des modifications apportées, elles ne visent que des situations exceptionnelles, permettant, sous certaines conditions, de modifier la durée de la journée fixée à 8 heures, à raison des saisons, de l'urgence ou de l'utilité générale;

Attendu que l'industrie hôtelière est visée par ces exceptions, mais que, d'une part, le défendeur n'apporte pas la preuve qu'il se soit soumis aux prescriptions légales en l'espèce, pour obtenir la prestation supplémentaire, ce qui, au point de vue des intérêts civils en cause, ne modifie d'ailleurs en rien la situation des parties et que, d'autre part, il résulte de l'examen de l'arrêté royal du 10 octobre 1923, modifié par celui du 26 juillet 1929, que la demanderesse, employée comme fille de douche, ne rentre pas dans la catégorie du personnel spécialement désigné et qui, comme tel, échapperait à la loi;

Mais attendu, s'il peut être admis, que la journée de 8 heures fut portée à un nombre d'heures supérieur, sous la contrainte d'impérieuses nécessités, il n'en est pas moins vrai en l'espèce, que le maximum toléré a été largement dépassé en atteignant un chiffre record de 18 heures avouées, dont il y a cependant lieu de déduire 2 heures de repos, soit 16 heures; 2° que toutes les heures supplémentaires prestées doivent être payées avec une majoration de

25 p. c. pour les deux premières, donc de 8 à 10, et de 50 p. c. pour les suivantes et ce uniquement pour les jours ouvrables ordinaires; 3° que le dimanche, cette augmentation est portée à 100 p. c. pour toutes les heures supplémentaires (art. 12 de la loi du 14 juin 1921);

Attendu que les stipulations dont s'agit ci-dessus sont d'ordre public et ne peuvent, partant, être modifiées par des stipulations contraires;

Attendu qu'il y a lieu d'admettre que la demanderesse a reconnu que le gage de 500 francs portait sur un travail de 10 heures par jour, qu'il n'y a pas lieu de retenir la majoration de 25 p. c. sur les deux premières heures qui sont payées intégralement à l'heure actuelle;

Attendu que le calcul des sommes dues par la partie G..., à la demanderesse, s'établit à la somme de 581 fr. 66;

Attendu qu'il n'y a pas lieu d'allouer la somme de 13 fr. 80 pour frais de voyage.

Par ces motifs :

Le Conseil, statuant contradictoirement et à l'unanimité, en premier ressort, condamne le défendeur à payer à la demanderesse la somme de 581 fr. 66, avec les intérêts judiciaires et les dépens, lesquels dépens sont liquidés à la somme de 37 fr. 15.

— x —

CONTRATS D'EMPLOI

Conseil de Prud'hommes de Bruxelles (Chambre pour Employés)

1^{er} mars 1938.

Président : M^e Marlier.

Assesseur juridique : W. Verougstraete.

Surkeym c. Actual Cie.

Clauses accessoires détruisant l'utilité d'un contrat ne peuvent être exécutées, sans enfreindre la bonne foi contractuelle.

Clientèle déterminée : Le mot secteur est synonyme du mot clientèle, et donne à l'employé les droits prévus par l'article 23 de la loi.

Quant aux deux premiers chefs de la demande : Attendu que ces chefs tendent au paiement de 1,200 francs pour solde d'appointements, et de 1,375 francs pour frais de voiture;

Que le principe de ces demandes n'est pas contesté, mais que la défenderesse prétend réduire leur montant en invoquant une clause du contrat, suivant laquelle « la direction se réserve le droit de payer proportionnellement les postes 1^o et 2^o (appointements et frais de voiture) si la vente mensuelle n'atteignait pas 175 douzaines, conformément à l'exposé qui vous a été fait verbalement »;

Qu'elle déduit de cette clause que la vente ayant été inférieure à 175 douzaines, elle ne peut être tenue que d'un paiement réduit en proportion des ventes réalisées; qu'il échet donc de déterminer la portée de cette clause;

Attendu qu'en vue de son interprétation, il faut tenir compte de ce qu'il s'agit en l'espèce d'un contrat d'adhésion, rédigé une fois pour toutes par la défenderesse à l'usage de ses agents;

Que les clauses de pareil contrat doivent être interprétées en faveur de celui à qui ce contrat est imposé, tant par une considération élémentaire d'équité qu'en vertu de l'art. 1162 du Code Civil;

Attendu qu'en l'espèce, la clause invoquée ne précise pas de quelle manière pourra être exercée la faculté que la direction s'est réservée de modifier les bases de détermination des appointements; qu'il n'est pas prévu qu'elle pourra être exercée rétroactivement ou à un moment où le contrat aurait pris fin;

Attendu qu'en vertu des principes ci-dessus énoncés, il faut admettre l'interprétation la plus restrictive, et admettre que l'employeur s'est réservé la faculté, au cas où il constaterait un rendement insuffisant, d'instaurer pour l'avenir un régime d'appointements proportionnel aux prestations, qu'il faut rejeter l'interprétation donnant à la clause une portée pénale et rétroactive;

Attendu que si même les termes de la clause impliquaient les droits que la défenderesse prétend en tirer, il n'apparaît pas que le demandeur en ait suffisamment connu la portée véritable, qu'il importe de relever que le texte se réfère à un exposé verbal qui semble n'avoir pas été fait au demandeur et dont, s'il y a lieu, le Conseil ne connaît en tous cas pas le contenu;

Attendu enfin que le juge peut ne pas tenir compte des clauses accessoires qui aboutissent directement ou indirectement à détruire l'objet même du contrat, ou la plus grande partie de son utilité pour la partie acceptante (Depage, t. II, n° 554);

Attendu que l'exécution du contrat telle qu'elle est offerte par la défenderesse n'est donc pas justifiée aux termes du contrat;

Attendu qu'elle n'est, de toute manière, pas une exécution de bonne foi, conforme aux exigences de l'art. 1134 du Code civil;

Qu'en effet, la défenderesse ne s'est jamais prévalu de sa faculté de réduire les appointements, avant le moment de la rupture, alors que les circonstances actuellement invoquées existaient depuis le début des relations entre parties. Qu'on ne peut permettre à la défenderesse, quand le contrat a pris fin, d'instaurer rétroactivement un régime nouveau réduisant les obligations que ce contrat a engendré pour elle, sans consacrer par là un véritable abus;

Attendu que le premier chef de la demande est justifié, que le second est justifié à concurrence de 1,200 francs, le demandeur n'apportant pas la preuve de ce qu'il aurait droit à un montant plus élevé;

Quant au troisième chef de la demande: Attendu que le demandeur réduit sa demande à 1,726 fr. 05 qu'il prétend lui être due à titre de commissions directes et indirectes;

Attendu que la défenderesse ne reconnaît devoir que 434 francs pour les commissions afférentes aux commandes faites directement par le demandeur et refuse de payer à celui-ci les commissions afférentes aux commandes réalisées par la défenderesse dans son rayon, sans son intervention;

Qu'elle soutient que l'art. 23 de la loi du 7 août 1922 ne lui est pas applicable, le demandeur n'étant pas, aux termes du contrat, chargé de visiter une

« clientèle » déterminée, mais seulement un « secteur », dans lequel la clientèle restait indéterminée;

Attendu que cette argumentation ne peut être admise, qu'en effet le mot secteur est équivalent au mot clientèle, et que la loi n'exige pas une détermination individuelle ou une identification de la clientèle, mais uniquement que la clientèle soit déterminée, — d'une manière quelconque, — que ce soit par l'indication d'un territoire ou autrement;

Attendu que la loi n'a pas distingué entre les modes de détermination de la clientèle, qu'il n'est donc pas permis au juge de le faire;

Attendu qu'en l'espèce, le doute est d'autant moins permis, que dans les correspondances qui font corps avec le contrat, il est question de « l'excellent secteur dans lequel la défenderesse dispose d'un voyageur excellent, secteur qu'elle est désireuse d'accorder au demandeur ». Que le contrat lui-même porte que le demandeur devra « visiter avec méthode toutes les localités, villes ou villages du secteur, rue par rue, magasin par magasin ». Qu'ainsi il apparaît que non seulement le demandeur devrait visiter tous les clients du secteur, mais encore que toute la clientèle ainsi déterminée en bloc, lui était réservée;

Que la défenderesse n'apporte pas la preuve, — qui lui incomberait, — que les commissions indirectes seraient refusées au demandeur par les conventions intervenues entre parties;

Attendu que le montant des dites commissions indirectes n'est pas contesté, qu'il y a donc lieu de faire droit à la demande quant au troisième chef;

Quant au quatrième chef de la demande: que celui-ci tend au paiement de divers débours d'un montant de 608 fr. 20. Que la défenderesse, dans une lettre du 20 septembre 1937, reconnaît un montant de débours de 614 fr. 80, que le montant sollicité doit donc être accordé;

Quant au cinquième chef de la demande: Que ce chef tend à l'allocation d'une indemnité de 1,200 fr. à titre d'indemnité pour rupture du contrat;

Attendu que le contrat qui unissait les parties était conclu à l'essai pour une durée de trois mois, qu'il fut rompu par le demandeur à l'expiration du deuxième mois, à raison de certains manquements de la défenderesse;

Attendu que, si même ces manquements avaient la gravité requise par la loi, la rupture ne pourrait engendrer aucun droit à une indemnité. Qu'en effet, une jurisprudence constante reconnaît à l'employeur le droit de renvoyer l'employé au cours du deuxième et troisième mois de l'essai, même quand la durée de l'essai est fixée à trois mois, sans autre stipulation (Houben, p. 36 et jurisprudence citée);

Par ces motifs:

Le Conseil de Prud'hommes, écartant toutes autres conclusions, et vu les articles 4 et 41 de la loi du 15 juin 1935;

Condamne la partie défenderesse à payer au demandeur les sommes de 1,200 francs à titre d'appointements, 1,200 fr. pour frais de voiture, 1,726 fr. 05 pour commissions, 608 fr. 20 pour débours; la condamne aux intérêts judiciaires et aux dépens. Déboute le demandeur du cinquième chef de sa demande, étant l'indemnité du chef de rupture du contrat d'emploi.